

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-étienne

Saint-étienne, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)

place de la Verrerie
42610 Saint-Romain-Le-Puy

Références : UID4243-EAR-024-469
Code AIOT : 0006103493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE) implanté Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy. L'inspection a été annoncée le 01/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)
- Place de la Verrerie 42610 Saint-Romain-le-Puy
- Code AIOT : 0006103493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de VERALLIA est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté

préfectoral du 30 janvier 2017.

En fin d'année 2022, le site a fait l'objet d'une réfection partielle du four 3. Pour 2025, une reconstruction du four 2 est prévue avec changement de technologie.

L'inspection de ce jour a permis de discuter de tous les sujets en cours sur le site, notamment, les travaux permettant une meilleure gestion de la ressource en eau et de la qualité des rejets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MODIFICATIONS – suite inspection PPC 2023	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	MODIFICATIONS - suite inspection PPC 2023	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eaux souterraines - suite inspection PPC 2023	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2.4	Sans objet
4	Prélèvements - suite inspection PPC 2023	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1	Sans objet
5	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 12/03/2024, article 21	Sans objet
6	AIR	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en constante évolution. Le changement de technologie du four verrier est une grande étape pour 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MODIFICATIONS – suite inspection PPC 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers

déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions de l'arrêté préfectoral, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Plusieurs porter à connaissances (PAC) sont en cours :

1/ PAC utilisation bio fuel : ce PAC est en attente chez l'exploitant, ce projet n'étant pas prioritaire actuellement.

2/ PAC local de charge : ce PAC a été déposé le 6/08/2024 et des compléments ont été demandés à l'exploitant. Ces derniers ont été reçus par l'inspection le 1er/10/24. Il a été relevé la demande de 2 dérogations :

- l'absence de plancher haut du local de charge,
- l'absence de porte coupe feu 1/2 heure et munie d'un dispositif assurant la fermeture automatique.

Lors de l'inspection, il a été constaté que les murs du local de charge (en parpaing) ne sont pas construits jusqu'en sous face de toiture (espace vide entre le haut du mur et la toiture, pas de mur construit au dessus de la porte d'accès au local) et la porte n'est pas à fermeture automatique (son degré de tenue au feu est inconnu). Il n'existe pas de plancher au-dessus de ce local.

Demande 1 : Afin de compléter son dossier, l'exploitant devra :

- transmettre une modélisation des phénomènes dangereux susceptibles de se produire (incendie et/ou explosion) afin de vérifier, qu'en cas d'accident, le local de charge n'a pas d'effet domino sur le reste du bâtiment ou sur les installations à proximité et inversement, que l'incendie du bâtiment de stockage voisin n'a pas d'effet domino sur le local de charge,
- en fonction des résultats des modélisations, l'exploitant se positionnera sur la nécessité de réaliser des travaux de renforcement (surélévation des murs, justification du degré de tenue au feu des murs, mise en place d'une porte à fermeture automatique telle que prévu par les prescriptions applicables...).

3/ Un permis de construire a été déposé pour la construction du transformateur nécessaire au fonctionnement du four hybride.

Les impacts de ce transformateur ont été traités dans le PAC "Changement de four" (voir point 4/)

4/ PAC changement de four 2

Ce PAC a été déposé le 5/10.

L'exploitant souhaite commencer les travaux en septembre 2025.

Cette phase de travaux commencerait par la démolition du four 1 car le nouveau four nécessite une surface plus grande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour le **PAC local de charge (point 2/)**, l'exploitant devra :

- transmettre une modélisation des phénomènes dangereux susceptibles de se produire (incendie et/ou explosion) afin de vérifier, qu'en cas d'accident, le local de charge n'a pas d'effet domino sur le reste du bâtiment ou sur les installations à proximité et inversement, que l'incendie du

<p>bâtiment de stockage voisin n'a pas d'effet domino sur le local de charge,</p> <p>- en fonction des résultats des modélisations, l'exploitant se positionnera sur la nécessité de réaliser des travaux de renforcement (surélévation des murs, justification du degré de tenue au feu des murs, mise en place d'une porte à fermeture automatique telle que prévu par les prescriptions applicables...).</p> <p>Délai : 3 mois</p> <p>Pour le PAC changement de four 2 (point 4/) :</p> <p>L'inspection se positionnera sur la substantialité de la modification avant le 31 décembre 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : MODIFICATIONS - suite inspection PPC 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, Les réseaux d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.</p> <p>En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions de l'arrêté préfectoral, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection sécheresse d'août 2023, l'exploitant souhaitait améliorer ces rejets aqueux dans le milieu (essai sur la mise en place d'une floculation possible, teneurs en hydrocarbures non conformes) afin de diminuer sa consommation d'eau (réutilisation de l'eau en circuit fermé).</p> <p>À l'heure actuelle, les essais sur la floculation sont peu probants.</p> <p>Les rejets en hydrocarbures présentent des dépassements. L'huile provient du graissage des moules. La VLE est fixée à 5 mg/l, les résultats entre janvier et juin se situent entre 10 et 15 mg/l et sont conformes entre juin et août 2024. Une étude est en cours afin de chercher des solutions de nettoyage du bassin, déterminer les fréquences de nettoyage, le dimensionnement du séparateur...</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra proposer une solution afin de respecter la VLE en hydrocarbures avant fin juin 2025.</p> <p>La technologie choisie devra être mise en place avant le 31 décembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Eaux souterraines - suite inspection PPC 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et bilan quadriennal
Prescription contrôlée : Un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être proposé et soumis à l'avis de l'inspection
Constats : L'exploitant a précisé ce qu'il a décidé de mettre concrètement en œuvre à travers un diagnostic complémentaire de la qualité des milieux / plan de gestion en date du 16 janvier 2024 et envoyé à l'inspection le 8 mars 2024 , suite à son bilan quadriennal du 23 mars 2023. Dans ce rapport, un allègement des paramètres et de la fréquence d'analyse des eaux souterraines est demandé. Un nouveau piézomètre sera installé. Le rapport transmis est en cours d'analyse par l'inspection. A l'issue de son instruction, un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements - suite inspection PPC 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Réseau public: 17 000 m ³ Nappe phréatique : 65 000 m ³ Canal du forez : 20 000 m ³
Constats : Les prélèvements 2024 : - dans le puits, nappe phréatique : 24 740 m ³ - dans le canal forez : 6 270 m ³ (avec arrêt four) - sur le réseau "eau de ville" : 7224 m ³ alors que pour 2023 : - dans le puits, nappe phréatique : 47 420 m ³ - dans le canal forez : 12 750 m ³ (avec arrêt four) - sur le réseau "eau de ville": 11 732 m ³ Les prélèvements ne dépassent pas les volumes autorisés et des actions permettant la réduction de l'usage de l'eau ont été mises en place, en particulier, un relevé des compteurs journalier (effectué manuellement). Il permet de mettre très rapidement en évidence le présence d'une fuite ou d'un oubli de fermeture de vanne. La télémetrie sur les compteurs d'entrée a été mise en place mais le dispositif n'est pas encore opérationnel (problème de logiciel).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le relevé automatique des compteurs d'eau devra être opérationnel pour le 30 juin 2025
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2024, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral sur la base d'éléments justificatifs présentés par l'exploitant montrant l'impossibilité ou la grande difficulté d'un refroidissement en circuit fermé.
Constats : Lors de l'inspection précédente, il avait été constaté des oublis de fermeture de vannes pour éviter les problèmes d'enverrage* (* Quantité de matière vitrifiable restant dans les creusets après la fusion), les opérateurs laissaient couler de l'eau à fort débit (permettant l'entraînement du verre vitrifié et empêchant la formation d'un bouchon de verre vitrifié dans la goulotte). Lors de cette inspection, aucune ouverture de vanne abusive n'a été constatée. La discussion avec des opérateurs a permis de relever qu'ils avaient été sensibilisés à ce problème de consommation d'eau. Auparavant, les opérateurs privilégiait l'utilisation de l'eau des RIA car ils savaient que le circuit d'eau en place ne permettait pas de travailler à débit élevé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il a été constaté un changement positif dans les habitudes de travail. Afin de réduire encore sa consommation d'eau et de pérenniser les procédures mises en place, l'exploitant devra réfléchir à travailler en circuit fermé. Il proposera un plan d'actions pour permettre la réduction des volumes d'eau utilisés jusque là et veillera au bon débit de son circuit d'eau en instaurant des nettoyages de ses canalisations. C'est une réflexion globale qu'il faut engager (cf constat 2) Délai : 31 décembre 2025
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

Les mesures réalisées sur les paramètres définis au chapitre 3 de l'AP du 30/01/2017 portent sur les rejets n°1 (en sortie d'électrofiltre) et sont réalisées à l'aide d'appareil répondant à la norme reconnue.

Constats :

L'analyse réglementaire a été réalisée en février 2024 par un laboratoire extérieur.
Elle a permis de mettre en évidence que le résultat des SOx, analysé par l'exploitant lors de son autosurveillance, était inférieur d'un facteur 10 (autosurveillance 17 mg/Nm³, analyse réglementaire 160 mg/Mm³, VLE 500 mg/Nm³).
L'exploitant a engagé une calibration QAL 2 du 8 au 11 juillet 2024. L'équation de la courbe des SOx a été modifiée dans le logiciel de supervision.

Des travaux sur l'électrofiltre sont prévus semaine 49 ou 50. Les heures d'indisponibilité des systèmes de traitement des fumées sont comptabilisées manuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera une analyse réglementaire début 2025 et comparera les résultats avec son autosurveillance.
Un décompte des heures d'indisponibilités des systèmes de traitement pour l'année 2024 (électrofiltre, injection de chaux) sera envoyé en janvier 2025.
Une automatisation de ce décompte doit être envisagée afin de fiabiliser le rapportage.

Type de suites proposées : Sans suite